

# **Règlement communal concernant les chemins vicinaux, ruraux et forestiers de la commune de Schieren**

Arrêté en séance du conseil communal de Schieren du 30.11.2016  
Publié en la commune de Schieren le 10.01.2017

## **Article 1**

Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires concernant la voirie étatique et communale, les dispositions du présent règlement sont applicables à tous les chemins vicinaux, ruraux et forestiers, même s'ils se trouvent en propriété privée ou s'il s'agit de chemins syndicaux. Ne sont pas concernés par le présent règlement les chemins destinés à desservir une seule propriété.

Les chemins vicinaux, ruraux et forestiers soumis à la présente réglementation sont dénommés « chemins » dans le présent règlement.

Font partie des chemins dans le sens du présent règlement, les dispositifs de drainage, les talus ou autres agencements faisant partie du réseau de chemins comme par exemple les espaces servant d'entrepôt de bois ou de manœuvre.

## **Article 2**

Afin de ne pas encombrer la vue, la hauteur des haies se trouvant aux sorties de parcelles agricoles, aux bifurcations, intersections de chemins où dans des virages dangereux, est à réduire dans des intervalles réguliers. La taille latérale des haies le long des chemins est à réaliser annuellement, de manière à ce que les haies ne soient pas endommagées de façon permanente et sans que la largeur soit réduite à moins de 2 m. La taille des haies est à réaliser conformément aux dispositions prévues par la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

A défaut de leur exécution par les propriétaires, la taille des haies peut être effectuées par l'administration communale après une mise en demeure par lettre recommandée, non suivie d'effet, aux frais des propriétaires.

En ce qui concerne les plantations en bordure des chemins, les propriétaires doivent respecter une distance minimale des propriétés avoisinantes ou chemins de 1 mètre pour les haies et de 2 mètres pour les arbres.

## **Article 3**

La distance minimale à respecter pour ériger une clôture le long d'un chemin est de 0,5 mètre. Il est interdit d'englober le chemin dans l'enclos. Cette distance vaut également pour des travaux de réfection de clôtures existantes.

Le long des chemins, seul des clôtures à fil lisse sont autorisées. Il est toutefois permis d'ériger derrière cette première clôture à fil lisse une deuxième à fil barbelé. Ces fils doivent être dressés à une distance minimale de 25 centimètres de la première clôture et ne peuvent dépasser celle-ci ni vers le haut, ni vers le bas.

Aucun portail de pâturage ne peut s'ouvrir vers l'extérieur de manière à faire saillie sur le chemin.

## **Article 4**

La construction d'une entrée charretière doit être composée d'une conduite d'eau, dont le diamètre est déterminé de cas en cas par l'administration communale, partout où le chemin est séparé de la propriété privée par un fossé. Les deux faces de ces conduites doivent être composées soit d'une maçonnerie ou d'un convergent. L'entretien de l'ouvrage incombe aux usagers.

## **Article 5**

Il est interdit d'enlever ou de déplacer les bornes servant d'indicateur de la largeur d'un chemin, de remblayer les fossés ou d'endommager les accotements ou talus des chemins.

#### Article 6

Les chemins et accotements ne peuvent servir en aucun cas de place de manœuvre, spécialement lors des labours ou autres travaux agricoles ou forestiers. Les manœuvres doivent être effectués sur le terrain même.

Les roues et chenilles des engins et machines ne peuvent abîmer les chemins. De même l'ancrage des camions à grue sans planche de protection est interdit.

#### Article 7

Il est interdit d'obstruer les chemins par un dépôt de décombres, de produits agricoles ou forestiers ou autres.

Toute souillure des chemins avec de la terre, du fumier ou autres matières ou substances est à nettoyer immédiatement par la partie ayant occasionné la souillure.

Au cas où le contrevenant n'effectue pas les travaux de nettoyage endéans un délai prescrit formellement par l'autorité communale, celle-ci peut faire effectuer ces travaux aux frais du contrevenant.

#### Article 8

En cas de dégel, de verglas, de pluies importantes, de fonte d'importantes masses de neige ou de grandes chaleurs, le collège des bourgmestres et échevins peut interdire toute circulation et tout travail de débardage et de transport de bois, dans l'intérêt de maintenir la voirie intacte.

Les auteurs d'endommagements sont obligés d'informer l'administration communale et de remédier aux dommages causés à leurs propres frais.

#### Article 9

Tout exploitant forestier ou autre, effectuant des travaux dans les bois est tenu d'en avertir l'administration communale au préalable par écrit. Avant le début des travaux un état des lieux sera réalisé par l'administration communale en présence du requérant en vue de faire constat de l'état des chemins et des places de dépôts.

Une caution d'un montant maximal de 10.000 € est à déposer à la commune par le requérant avant le début des travaux afin de garantir, le cas échéant, la remise en état des chemins et places de dépôt par le requérant. Le montant de la caution est déterminé par le collège des bourgmestres et échevins suivant l'ampleur des travaux.

Tout exploitant agricole ou forestier ou autre qui aura emprunté ou occupé un chemin sans avoir sollicité un état des lieux, sera censé trouver celui-ci en bon état.

#### Article 10

Les exploitants forestiers effectuant le débardage et le transport de bois à partir de forêts situées sur le territoire d'un pays voisin et empruntant des chemins situés au Grand-Duché de Luxembourg, ne peuvent le faire s'ils sont en possession d'une autorisation spéciale du collège des bourgmestre et échevins.

#### Article 11

Il est interdit de trainer bois, machines ou autres matériaux sur des chemins consolidés. En outre les travaux d'ébranchage et de découpe du bois ne pourront se faire sur la chaussée. Il pourra être dérogé à cette interdiction moyennant autorisation à solliciter auprès du collège des bourgmestre et échevins.

#### Article 12

Tout exploitant forestier ou autre qui utilisera un chemin quel qu'il soit ou ses accotements pour y effectuer soit des dépôts de bois ou d'autres matières, du chargement ou du transport de bois ou autres matières, devra dès le début des travaux immatriculer ses dépôts, en posant, bien à vue, des plaques portant lisiblement ses nom et adresse. Aucune découpe ne pourra se faire sur la voirie.

#### Article 13

L'entrepôt de bois provenant d'une coupe exploitée ne pourra être établi à moins d'un mètre de la bordure d'un chemin. Dans les virages des dépôts de bois sont interdits, pour autant qu'ils entravent la visibilité, respectivement constitue un danger à la circulation.

En cas d'impossibilité dûment constatée, il pourra être dérogé à cette interdiction moyennant autorisation à solliciter auprès du collège des bourgmestres et échevins. Dans tous les cas, une largeur d'au moins trois mètres devra être laissée libre pour le passage des autres usagers. En tout cas la sécurité et les droits de tiers sont à garantir.

#### Article 14

L'endroit pour le dépôt du bois, son ampleur et sa durée sont définis lors de la constitution de l'état des lieux.

Au cas où la durée autorisée du dépôt est dépassée, l'administration communale pourra après avertissement par lettre recommandée, enlever les bois aux frais du requérant.

A titre de disposition transitoire, les dépôts de bois existant au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement seront enlevés dans les trois mois.

#### Article 15

Une signalisation conforme aux prescriptions de la circulation routière sera placée de part et d'autre des lieux de chargement et d'entrepôt par les soins de l'entrepreneur exécuteur.

#### Article 16

L'endroit du dépôt doit être restitué par le requérant mentionné à l'article 9 ci-dessus en son état initial après l'enlèvement du bois. Si ce n'est pas le cas, l'administration communale pourra procéder après avertissement par lettre recommandée au nettoyage de l'endroit du même requérant.

#### Article 17

En cas de dégradation, la partie en cause et le collège des bourgmestres et échevins ou une personne désignée par le collège constateront les dégâts occasionnés à la voirie. D'après ce rapport, une indemnité sera exigée à charge de cet exploitant et sera fixée par le collège des bourgmestres et échevins suivant l'importance des dégâts occasionnés et constatés. En cas de non-accord sur l'importance et la nature des dégâts, il sera dressé procès-verbal par les fonctionnaires compétents ou tous autres moyens légaux.

#### Article 18

En cas de construction d'une nouvelle voirie, l'administration communale peut interdire toute circulation sur ce tronçon pour une durée déterminée.

#### Article 19

Toute infraction aux dispositions du présent règlement est punie en exécution de l'article 26 de la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines, tel qu'il a été modifié par la loi du 1 août 2001 relative au basculement en euro, d'une amende de 25 € à 250 €, sauf les cas où la loi en dispose autrement.

#### Article 20

Le présent règlement remplace le règlement communal régissant les chemins, ruraux et forestiers du 31.10.1977.

## **Verordnung betreffend die Vizinal-, Feld- und Waldwege der Gemeinde Schieren**

genehmigt durch den Gemeinderat am 30 November 2016  
veröffentlicht am 10 Januar 2017

### **Artikel 1**

Unbeschadet anderer gesetzlicher Bestimmungen oder Verordnungen betreffend die Staats- und Gemeindewege, gelten die Vorschriften der gegenwärtigen Verordnung für sämtliche auf dem Gemeindegebiet befindlichen Vizinal-, Feld- und Waldwege, auch wenn es sich dabei um Privateigentum oder Syndikatswege handelt. Von dieser Verordnung ausgeschlossen, sind Wege die zur Erschließung einer einzigen Liegenschaft bestimmt sind.

Die Vizinal-, Feld- und Waldwege, welche der gegenwärtigen Verordnung unterliegen, werden in Folge kurz „Wege“ genannt.

Zum Weg gehören, im Sinne der vorliegenden Verordnung, die Entwässerungsanlagen, Böschungen oder andere Elemente die zum Wegenetz gehören wie zum Beispiel Holzlagerplätze und Wendepunkte.

### **Artikel 2**

Um die Sicht nicht zu beeinträchtigen, müssen Hecken an Feld-Ausfahrten, Straßengabelungen, Kreuzungen und gefährlichen Kurven in regelmäßigen Abständen mit Hilfe eines horizontalen Schnitts zurückgeschnitten werden. Der Seitenschnitt von Hecken an Wegrändern soll jährlich erfolgen, jedoch ohne, dass die Hecke dauerhaft geschädigt wird und ohne, dass die Breite nach dem Schnitt weniger als 2 m beträgt. Das Schneiden der Hecken muss entsprechend den Bestimmungen des Naturschutzgesetzes erfolgen.

Schneidet der Eigentümer die Hecken nicht innerhalb einer bestimmten Frist, obwohl er dazu ordnungsgemäß mittels eines Einschreibens aufgefordert wurde, so kann die Gemeindeverwaltung die besagten Arbeiten auf Kosten des Eigentümers ausführen lassen. Bezüglich Pflanzungen an Wegrändern, ist der Eigentümer verpflichtet einen Mindestabstand von 1 Meter beim Pflanzen von Hecken und 2 Meter bei Bäumen zu den angrenzenden Anwesen oder Wegen einzuhalten.

### **Artikel 3**

Umzäunungen dürfen nur im Mindestabstand von 0,5 Meter von der Weggrenze entfernt errichtet werden. Es ist verboten den Weg mit einzuzäunen. Dieser Abstand gilt auch bei Reparatur- und Ausbesserungsarbeiten an bestehenden Umzäunungen.

Längs der Wege darf nur Glattdraht bei der Errichtung von Zäunen verwendet werden. Es ist jedoch gestattet hinter dieser ersten Umzäunung mit Glattdraht eine zweite mit Stacheldraht zu errichten. Die Stacheldrähte müssen jedoch wenigstens 25 Zentimeter hinter der normalen Umzäunung angebracht werden und dürfen diese weder nach oben, noch nach unten überragen.

Die Eingangspforten zu den Viehweiden sind so anzulegen, dass sie beim Öffnen nicht auf den Weg hinausragen.

### **Artikel 4**

Einfahrten über Gräben müssen mit Abflussrohren versehen werden, deren Durchmesser von der Gemeindeverwaltung von Fall zu Fall festgesetzt wird. Die beiden Seiten dieser Durchlässe müssen aus einem Mauerwerk oder Rohrköpfen bestehen. Der Unterhalt dieser Einfahrten obliegt den jeweiligen Benutzern.

### **Artikel 5**

Es ist verboten Grenzsteine, welche die Wegbreite angeben, zu entfernen oder zu versetzen, Entwässerungsgräben aufzufüllen, sowie Wegränder und Wegböschungen zu beschädigen.

### **Artikel 6**

Wege oder Wegränder dürfen nicht als Wendeplatz genutzt werden vor allem nicht im Rahmen von Feldarbeiten oder anderen landwirtschaftlichen oder forstlichen Arbeiten. Wendemanöver müssen auf dem Grundstück selbst erfolgen.

Die Räder oder die Laufflächen der Fahrzeuge oder Maschinen dürfen die Wege nicht beschädigen. Des Weiteren ist es verboten, die Hotztransporter ohne Holzbohlen auf den Wegen zu verankern.

#### Artikel 7

Es ist verboten Schutt, Produkte aus Feld und Wald oder sonstige Materialien auf den Wegen zu lagern.

Die Beschmutzung der Wege mit Erde, Mist sowie anderen Materialien oder Substanzen ist umgehend vom Verursacher zu beseitigen.

Im Falle wo der Verursacher die Reinigungsarbeiten nicht in einer von der Gemeindeverwaltung formell festgelegten Frist erledigt, kann diese die Arbeiten auf Kosten des Verursachers erledigen lassen.

#### Artikel 8

Im Fall von Tauwetter, Glatteis, heftigen Regenschauern, dem Schmelzen bedeutender Schneemassen, sowie bei großer Hitze, kann der Schöffenrat zum Schutz der Wegeinfrastruktur, die Wege für jeglichen Verkehr, Rückearbeiten oder den Holztransport verbieten..

Im Schadensfall sind die Verursacher verpflichtet die verursachten Schäden umgehend der Gemeindeverwaltung zu melden und auf ihre Kosten zu beheben.

#### Artikel 9

Jeder Forstunternehmer, sowie jede andere im Wald arbeitende Person, ist verpflichtet die Gemeindeverwaltung im Vorfeld schriftlich in Kenntnis zu setzen. Vor Beginn der Arbeiten wird eine Ortsbegehung durchgeführt, die von der Gemeindeverwaltung in Präsenz des Antragsstellers eine Begutachtung der Wege und der Lagerplätze vorsieht.

Eine Kautions bis zu einem Maximalbetrag von 10.000 € ist vom Antragsteller vor Beginn der Arbeiten bei der Gemeindeverwaltung zu hinterlegen, um gegebenenfalls die Wiederherstellung der Wege und Lagerplätze zu gewährleisten. Die Höhe der Kautions wird vom Schöffenrat in Abhängigkeit des Umfangs der zu verrichteten Arbeiten festgelegt.

Jeder landwirtschaftliche oder forstliche Unternehmer, der einen Weg ohne die vorgeschriebene Ortsbesichtigung in Anspruch nimmt, erklärt diesen in einem guten Zustand vorgefunden zu haben.

#### Artikel 10

Forstunternehmer die Rückearbeiten und den Abtransport von Holz aus den Wäldern eines Nachbarlandes durchführen und dazu auf Wege, welche sich auf dem Gebiet des Großherzogtums Luxemburg befinden, zurückgreifen, dürfen dies nur, wenn sie in Besitz einer vom zuständigen Schöffenrat erteilten Spezialgenehmigung sind.

#### Artikel 11

Es ist verboten Holz, Maschinen oder sonstige Materialien über befestigte Wege zu rücken oder zu ziehen. Desweiteren dürfen die Entastung und das Zuschneiden des Holzes nicht auf der Fahrbahn durchgeführt werden. Dem Verbot darf nur mittels einer vom Schöffenrat erteilten Genehmigung abgewichen werden.

#### Artikel 12

Forstunternehmer oder jeder andere der einen Weg oder den Wegrand als Holzlagerplatz oder Lagerplatz für andere Materialien nutzt, beziehungsweise Rückearbeiten, Verladung oder Abtransport von Holz oder sonstigen Materialien durchführt, muss seine Lagerplätze leserlich mit seinem Namen und seiner Anschrift beschriften.

#### Artikel 13

Holzlager sind mit einem Abstand von 1 Meter zum Wegrand zu errichten, In Kurven sind Holzlager gänzlich untersagt, soweit sie die Sicht behindern und eine Gefahr für den Verkehr darstellen.

Im Falle der festgestellten Unmöglichkeit, darf vom Verbot nur abgewichen werden, mittels einer vom Schöffenrat erteilten Genehmigung. Allerdings muss in jedem Fall eine Wegbreite von mindestens 3 Metern für die freie Zirkulation der anderen Verkehrsteilnehmer gewährleistet werden. Die Sicherheit und die Rechte Dritter müssen in jedem Fall gewährleistet werden.

#### Artikel 14

Der Standort der Lagerplätze, sowie deren Größe und zeitliche Dauer sind im Rahmen der Begutachtung der Wege festzusetzen.

Wird die festgesetzte Lagerfrist überschritten, kann das betreffende Material von der Gemeindeverwaltung zu Lasten des Antragstellers entfernt werden, nachdem letzterer durch ein Einschreiben darauf hingewiesen wurde.

Als Übergangsbestimmung wird nach Inkrafttreten der gegenwärtigen Verordnung eine Frist von drei Monaten für jeden bestehenden Lagerplatz gewährt.

#### Artikel 15

Die Kennzeichnung der Lager- und Verladeplätze muss entsprechend der Straßenverkehrsordnung vom ausführenden Unternehmer erfolgen.

#### Artikel 16

Die Lagerplätze müssen nach ihrer Räumung von dem im Artikel 9 erwähnten Antragsteller in ihren ursprünglichen Zustand zurückversetzt werden. Ist dies nicht der Fall, so können die Reinigungsarbeiten durch die Gemeindeverwaltung zu Lasten desselben Antragstellers durchgeführt werden, nachdem dieser durch ein Einschreiben darauf hingewiesen wurde.

#### Artikel 17

Im Falle von Beschädigungen, wird eine Begutachtung der Schäden an der Wegeinfrastruktur vom Schöffenrat bzw. einem vom Schöffenrat ernannten Vertreter im Beisein des Verursachers durchgeführt.

Gemäß diesem Bericht, wird nach dem Ausmaß der Schäden eine Entschädigung zu Ungunsten des Verursachers vom Schöffenrat festgelegt. Im Falle von nicht Übereinstimmung betreffend des Ausmaßes und der Natur der Schäden wird ein Strafzettel von den zuständigen Beamten erstellt oder sonstige gesetzliche Mittel eingeleitet.

#### Artikel 18

Während dem Bau einer neuen Wegeinfrastruktur, kann die Gemeindeverwaltung die Teilstrecke für eine festgesetzte Dauer für den Verkehr sperren.

#### Artikel 19

Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften der gegenwärtigen Verordnung werden in Ausführung des Artikel 26 des Gesetzes vom 13. Juni 1994 über die Strafbestimmungen, so wie es durch das Gesetz vom 1. August 2001 betreffend den Übergang zum Euro abgeändert wurde, mit einer Geldbuße von mindestens 25.- € und maximal 250 € geahndet, unter Vorbehalt anderer strengerer gesetzlicher Verfügungen.

#### Artikel 20

Die gegenwärtige Verordnung ersetzt die Verordnung betreffend die Vizinal-, Feld- und Waldwege vom 31.10.1977.

*Pour expédition conforme*

*Schieren, le 17.01.2017*

*Le bourgmestre,*

*le secrétaire,*